

International Review of Community Development

Revue internationale d'action communautaire



Introduction

Numéro 6 (46), automne 1981

Médias communautaires ou médias libres

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034953ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034953ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(1981). Introduction. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (6), 3–4.

<https://doi.org/10.7202/1034953ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1981

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

La contribution québécoise à ce numéro consacré aux médias reflète les tâtonnements de notre comité de rédaction dans la recherche d'une définition plus claire des orientations, de la place et du style que nous voudrions voir assumer par la revue. Depuis un certain temps déjà, nous avons ressenti un certain malaise face aux résultats de notre travail. Trop souvent, en effet, nous avons eu l'impression que des expériences que nous trouvions intéressantes, complexes aboutissaient sur la page imprimée sous la forme de « contes de fée », c'est-à-dire de textes essentiellement descriptifs qui présentaient les gloires et les déboires des acteurs dans un style narratif et sans problématisation véritable.

D'autre part, nous nous sommes interrogés sur la valeur du style « musée » qui semblait marquer nos efforts. Quel sens y a-t-il à présenter dans chaque numéro les quatre ou cinq « petits bijoux » d'action communautaire dans un secteur donné? Extirpés de leur monture socio-politique, et sans travail de mise en valeur par une problématique, ils ne peuvent briller que pour des fins connaisseurs. Sous prétexte de respecter les acteurs, nous nous sommes effacés derrière leurs discours officiels en laissant peu de traces de notre propre travail « archéologique » qui sous-tend la préparation de chaque numéro.

Cette remise en question, alimentée par les critiques des collectifs des autres pays, nous a amenés à modifier considérablement notre démarche. Nous avons décidé de nous impliquer beaucoup plus dans la production des textes. Non pas tant pour prendre po-

sition sur les pratiques mais pour prendre une place dans les discussions. Plutôt que de discuter entre nous sur le choix des expériences que nous voulions voir présentées par les acteurs, nous avons choisi de discuter directement avec nos interlocuteurs à partir d'une série de questionnements que nous avons définis au préalable. Le souci n'est donc pas de présenter une vision globale, synthétisée des pratiques qui ont cours dans le domaine des médias communautaires, mais bien plus de livrer les résultats de la confrontation entre nos questions et les pratiques et réflexions des acteurs impliqués dans ce domaine.

Notre schéma de départ est assez simple.

Nous avons essayé de faire parler nos interlocuteurs sur les tensions qu'ils rencontrent dans leurs pratiques autour de trois pôles :

- 1) le souci de « qualité journalistique », c'est-à-dire le souci de présenter un produit qui soit intéressant, attirant et efficace.*
- 2) le souci d'une « ligne politique », c'est-à-dire comment s'assurer que le produit corresponde, au niveau de son contenu, aux objectifs et aux valeurs que voudraient promouvoir ses producteurs.*
- 3) le souci de transformer les « rapports de production » entendus au sens large, c'est-à-dire comment travailler le rapport entre les producteurs et les consommateurs d'un média. Comment cherche-t-on à « rendre la parole à ceux qui ne l'ont pas », à impliquer la population dans la conception et la réalisation du travail.*

Sans doute y avait-il une certaine naïveté et dans la démarche et dans la façon de poser les questions. Naïveté peut-être aussi dans le fait de vouloir traiter un sujet que personne au comité de rédaction ne connaissait à fond. Il en résulte un ensemble de textes qui certes, brisent avec le caractère parfois un peu trop narratif et descriptif des numéros antérieurs. Il reste cependant qu'ils ont plus comme effet de laisser voir la mesure de notre ambition que d'y apporter une réponse satisfaisante.

Certains textes portent encore clairement la marque des interrogations du départ, notamment l'entrevue avec Sophie Bissonnette sur son expérience de réalisatrice du film Une histoire de Femmes. Ce texte montre bien à la fois la complexité et la richesse des recherches qui peuvent être entreprises sur chacun des thèmes qui nous intéressait : qualité professionnelle, réflexion politique, rapports avec la « communauté ». D'autres textes ont dû s'écarter des questions initiales pour se concentrer sur un aspect particulier. C'est le cas de mon texte sur la presse écrite (Les mensonges...) où, pour des raisons qui deviennent évidentes à la lecture, il a fallu centrer la réflexion sur la question de la création des messages et les débats qui s'y rattachent.

Le texte de Michel Sénécal par contre ne fut jamais conçu à l'intérieur du cadre du départ. Il fut commandé en cours de route dans le but de nous four-

nir des éléments de réponse à des questions de fond qui revenaient sans cesse dans nos discussions. Et sur la notion de « communauté » et sur la conjoncture politique dans laquelle le discours communautaire s'insère, ce texte porte un regard critique et, croyons-nous, éclairant. Le texte collectif de trois membres du comité de rédaction (Frédéric Lesemann, Pierre Hamel et Jean-Marie Gourvil) présente des « photographies » de divers niveaux de gestion de la « communauté » dans le secteur des radios et, à ce titre, constitue un complément intéressant au texte plus général de M. Sénécal.

Il reste enfin les tables rondes qui portent sur l'historique et le contexte politico-économique de la presse « alternative ». Les participants apportent des pistes de réflexion intéressantes mais c'est sans doute ici que la faiblesse de notre démarche se fait le plus clairement sentir. On ne peut combler un besoin d'analyse et de recherche rigoureuse par quelques heures de discussion aussi riches soient-elles.

Voilà. Les résultats de notre démarche sont présentés dans la section qui suit. Il ne reste plus qu'à remercier Louis Fournier et Danielle Simpson, deux journalistes qui nous ont aidés généreusement de leur temps et de leurs conseils.

L.H.